

# UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté de Foresterie et de Géomatique

Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

*NOTES DE LA CONFÉRENCE*

## *LA FRACTURE AGRICOLE MONDIALE*

*CONFÉRENCE DAKAR AGRICOLE*

*4-5 février 2005*

par

**Daniel Henry**

Agence Canadienne de Développement International

Publication n° 196

**tiré-à-part**

édité par le

Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

UNIVERSITÉ LAVAL

Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Québec G1K 7P4

QUÉBEC

Canada

Publication n° 196

tiré-à-part

février 2005

*Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux*

**UNIVERSITÉ LAVAL**

Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Québec G1K 7P4

QUÉBEC

CANADA

Courriel : [gilles.lemieux@sbf.ulaval.ca](mailto:gilles.lemieux@sbf.ulaval.ca)

FAX 418-656-5262

tel. 418-656-2131 poste 2837

Note de la conférence :

## ***LA FRACTURE AGRICOLE MONDIALE***

**Conférence Dakar agricole**  
**4-5 février 2005**  
**Daniel Henry**

« Quand un ventre est rempli la pauvreté est divisée par deux »  
(proverbe cité par le Président Wade dans son ouverture de la conférence)

### **Origine**

La conférence tire son origine de la volonté du Président Wade et de sa conviction que l'Agriculture demeure le principal point d'appui dont peuvent disposer les pays pauvres pour régler le problème de l'insécurité alimentaire persistante et pour réussir leur développement économique. En conséquence, elle doit disposer d'un forum qui lui soit entièrement dédié, et qui réunisse aussi bien les leaders des pays du Sud avec leurs conseillers et experts et les représentants du monde rural que le Nord et le Sud dans un esprit nouveau.

### **Objectifs et résultats attendus**

(- voir les détails dans le site : [www.dakaragricole.org](http://www.dakaragricole.org))

La conférence partait du constat qu'existe au niveau mondial une véritable fracture entre les agricultures des économies développées et celles des pays en développement. Cette « fracture agricole » prévaut sur les triples plans, *économique* avec les différences dans l'application des déclarations sur le libre échange, *politique et gouvernance* avec des modèles économiques qui s'avèrent de plus en plus inappropriés et enfin *scientifique et technique* avec un progrès toujours plus rapide au Nord, et un décalage, voire une stagnation au Sud.

En réunissant sur ce sujet les décideurs politiques, les experts en politiques et stratégies de développement économique, les chercheurs et les techniciens et avec la participation des organisations professionnelles, du Nord et du Sud, le but de la conférence était de contribuer à l'émergence d'une nouvelle vision du développement agricole fondée sur :

- La prise en compte de ses déterminants politiques, économiques et institutionnels ;
- Les apports potentiels de la science et de la technologie.
- Le besoin d'inverser les tendances lourdes de l'agriculture des espaces agricoles en développement.

Le Président Wade attendait donc de cette conférence des propositions concrètes pour que l'agriculture soit efficace, diversifiée et dispose :

- D'un soutien politique des pays plus avancés ;
- D'un intérêt accru des grands groupes agroalimentaires et pharmaceutiques mondiaux;
- D'une orientation d'investissements internationaux massifs, en particulier vers le continent africain, afin de renforcer la production, la transformation, la compétitivité et le commerce des produits agricoles;
- De transferts de technologies et de connaissances nouvelles dans le domaine agricole en vue de multiplier les espèces produites et d'augmenter les productivités

### **Sujets et thèmes de la conférence**

Les travaux de la conférence ont été partagés entre séances plénières et ateliers, et organisés en 2 thématiques, elles-mêmes divisées en sous thèmes:

- ***modèle de développement agricole***: de nouvelles bases (foncier...), place et rôle de la diversification pour des échanges accrus, amélioration de l'accès à la technologie.

- ***rééquilibrage du cadre international***: limites de la libéralisation, possibilités de protection et souveraineté alimentaire.

### **Pré-conférence de Dakar (2 et 3 février 2005) : le ROPPA**

Suite à l'annonce de cette conférence sur la fracture agricole mondiale, les dirigeants du ROPPA (Réseau des Organisations de Paysans et Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest et du Centre) ont demandé de pouvoir y participer. Ils ont souhaité que cette participation prenne la forme d'une pré-conférence réservée aux OP pour préparer un document devant être présenté officiellement à la conférence et aux chefs d'États présents. Elle s'est tenue les 2 et 3 février, organisée par le ROPPA

Cette manifestation est donc le résultat de la volonté du monde rural, exprimée directement à travers ses organisations professionnelles (OP). Non planifiée à l'origine par les organisateurs de la conférence, elle a ajouté beaucoup à la portée de la conférence elle-même.

Elle a réuni des représentants élus d'organisations des pays suivants : Nigéria, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, RDC, Mauritanie, Brésil. Les OPs des pays du Nord étaient présentes avec des représentants français, canadien, italiens, américain, luxembourgeois. Des conseillers et des consultants, ainsi que des ONGs spécialisées auprès de ces OP étaient aussi présents, pour un total d'environ 90 personnes. Près de 50 sont eux-mêmes producteurs/trices agricoles.

Sur la question de genre et développement, et tant au vu de la représentation que de la participation, il est possible de dire que les OPs sont de meilleures élèves que les États et leurs partenaires: à la pré-conférence, les femmes comptaient pour 30 à 40% de l'assemblée contre à peine 20% lors de la conférence. De plus, elles y ont pris une part plus active aux débats.

Rappelons que c'est à la demande et sous les pressions des OPs et du ROPPA, que les gouvernements de 4 pays du Sahel ont mis sur pied l'« Initiative » des pays producteurs de coton dont la présentation qui a modifié le cours de la conférence de Cancun.

*Les élus des OP participant à la pré-conférence puis à la conférence, représentaient plus de 60% de la population de l'Afrique subsaharienne : cela traduit bien l'évolution en cours en Afrique au delà du pessimisme si fréquent sur le sort de ce continent.*

C'est dire à quel point cette « fédération régionale d'OPs » représente une force montante dans la région, directement issue de la société civile, du monde rural dans le cas présent. Elle est un exemple concret de représentation de la société civile telle que les bailleurs souhaitent la voir s'organiser et prendre sa place face aux autorités publiques.

#### **Participants de la conférence 4-6 février 05**

Onze (11) chefs d'États ( Sénégal, France, Nigéria, Niger, Mali, Burkina Faso, Mauritanie et Brésil -par Vidéoconférence,) ou leurs représentants directs (Maroc, Algérie, Grande Bretagne) étaient présents à l'ouverture de la conférence et plusieurs sont restés pour les séances de travail subséquentes.

Bon nombre des participants de la pré-conférence, du Nord et du Sud, étaient présents à la conférence.

Le FIDA a été un fervent participant durant la conférence, en supportant financièrement sa tenue, et la FAO, souvent citée dans les présentations et les débats, s'est manifesté officiellement par la lecture d'un message de son directeur général, Jacques Diouf.

Les autres participants les plus nombreux à la conférence étaient les employés et experts des gouvernements participants.

#### **Points saillants**

1. **La souveraineté alimentaire a été l'idée maîtresse autour de laquelle s'est concentrée la conférence : clarification du concept, affirmation de sa légitimité, possibilités et conditions à remplir pour s'en prévaloir**

2. **L'autre idée force est la réaffirmation de la place prépondérante de l'exploitation familiale dans le contexte africain, au côté des autres formes d'exploitations. Le ROPPA est bien sûr le plus fervent supporter, mais le Président Wade a fait remarquer que le Sénégal lui fait une large place dans sa «Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale» récente.**
3. Quand les politiques agricoles sont bien conçues et correctement appliquées, l'exploitation familiale s'avère un excellent outil de lutte contre la pauvreté, dans une politique de développement autocentrée et dans la recherche de la sécurité alimentaire.
4. Il y a eu unanimité sur le constat que **les Pays du Sud sont systématiquement perdants sur les marchés agricoles mondiaux.** La dégradation des termes de l'échange est visible et ses conséquences négatives sur les perspectives de développement sont connues.
5. Il y a unanimité à considérer que l'agriculture demeure la principale activité sur laquelle les pays en développement peuvent appuyer leur développement économique, voire leur décollage.
6. On assiste à une prise de conscience graduelle par les représentants des organisations professionnelles (OPs) du pouvoir politique potentiel que représentent les masses rurales une fois mobilisées et organisées.
7. D'une façon générale, les OPs se sont exprimées avec mesure et sérieux dans les débats, tant en ateliers qu'en plénières, à la pré-conférence comme à la conférence. Dans leur communication à la conférence elles ont exposé leurs visions et leur compréhension des situations nationales et internationales ainsi que dans leurs revendications.
8. **La fracture est particulièrement visible au travers de ses conséquences sociales.** Dans la pré-conférence, les OPs ont fait remarquer que les politiques agricoles jouent convenablement leur rôle dans les pays où elles ont été élaborées dans la transparence, avec une large participation et dans le consensus : la fracture agricole va de pair avec d'autres fractures, démocratique en premier lieu.
9. Les attendus de la préparation de la conférence insistent sur la concurrence, qualifiée « d'insoutenable » ou de déloyale, dont sont l'objet les pays pauvres de la part de pays plus riches..
10. En les causeries introductives des débats se sont attachées à démontrer les spécificités des produits agricoles dans une perspective de commerce comme de développement.:

- Elle utilise la nature pour **la production de biens vitaux dont la demande de ces biens est très inélastique par rapport aux prix**, et qui tiennent une grande place dans les questions de dignité de la personne et des sociétés.
- **L'agriculture est soumise à la rigidité des conditions de la production** liens avec le climat, durée des cycles de production, nature des investissements...
- **Inélasticité et conditions de production font que le marché des produits agricoles est très imparfait** et éloigné de la théorie économique et de ses mécanismes de concurrence parfaite. C'est pourtant le concept principal sur lesquels s'appuie la justification de la libéralisation dans un cadre de mondialisation.
- L'analyse économique, tout autant que l'expérience, montre que la logique des marchés pousse l'agriculture à toujours augmenter la production, ce qui se traduit inéluctablement par une diminution des prix.
- **Ces raisons expliquent que le laisser faire et la dérégulation promus actuellement ont entraîné la priorité donnée aux exportations avec des conséquences principalement négatives pour les situations nationales.**
- Des correctifs ou des solutions alternatives sont donc nécessaires et légitimes dans le cas des produits agricoles.
- D'ailleurs plusieurs orateurs sont d'avis que la protection, voire la promotion de l'exploitation familiale s'avère un moyen de réduire l'opposition et les tensions entre les pays et les régions, alors que l'approche agro-business tend à les exacerber, du fait même de leurs objectifs respectifs.
- La mise en place et la gestion de ces correctifs ne sont possibles qu'au niveau où il existe un pouvoir organisé et légitime, c'est-à-dire au niveau national.
- L'agriculture n'est pas seulement une activité économique mais pour des millions de gens, c'est un mode de vie répondant à une multitude de besoins. De fait, pour eux elle remplit des fonctions de base dans la vie des sociétés : satisfaction directe de besoins fondamentaux, relations et solidarité sociales, support direct à des activités rurales non-agricoles, gestion des ressources naturelles de l'environnement formant le patrimoine commun dont dépend la vie des groupes. Autrement dit, pour nombre de sociétés rurales l'agriculture est une activité dont les buts sont avant sociétaux et le marché, et les revenus monétaires qui lui correspondent, n'est qu'un parmi d'autres.
- L'Agriculture tient toujours un rôle important dans les politiques sociales et la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud. Plusieurs ont d'ailleurs annoncé

leur volonté de revoir leur stratégie de réduction de la pauvreté dans ce contexte.

- Si on réduit l'Agriculture à son rôle économique, comment seront satisfaits les autres besoins des sociétés en attendant que le développement soit suffisant?
  - Un milieu rural satisfaisant prévient l'urbanisation massive et anarchique, de plus en plus ingérable, avec ses coûts élevés pour la société et les individus.
  - Impossibilité, pour l'agriculture, dans un contexte de mondialisation et libéralisation, de jouer dans les pays du Sud les rôles qu'elle a joués pour le développement des pays riches ou en décollage.
  - On reconnaît aux peuples leur souveraineté dans l'exercice de droits fondamentaux tels que choisir librement les systèmes d'éducation ou de santé qui leur conviennent. De la même façon, et pour toutes les raisons évoquées ci-dessus **les peuples revendiquent leur souveraineté alimentaire comme un droit fondamental.**
  - Nulle part ailleurs qu'en agriculture la question de l'exploitation familiale n'a tenu autant de place dans l'histoire et dans les débats sur l'Organisation d'un secteur et de la société. Et ce ne soit pas peut-être pas par hasard que l'Agriculture a été le domaine de prédilection et le lieu des réussites les plus éclatantes pour les mouvements coopératifs et leurs idéaux.
11. Si ces idées ne sont pas nouvelles, le contexte de la conférence leur donne des dimensions particulières: **affirmation par des chefs d'État de la légitimité et de la nécessité des revendications pour la souveraineté alimentaire**, consensus d'un large nombre d'experts sur des constats, des interprétations et des analyses, visibilité des revendications et des forces qui les soutiennent, étape dans la prise de conscience de dirigeants du monde rural.
12. Dans une réflexion plus économique l'un des orateurs note que s'il est vrai que la production alimentaire mondiale actuelle serait suffisante pour que théoriquement chaque être humain soit en situation de sécurité alimentaire, en pratique, il faudrait une augmentation de production de l'ordre de 30% pour atteindre cet objectif. Il faudrait aussi que le revenu minimum du travail soit de 4 à 5 € par jour pour un travailleur alors que pour 2 milliards d'individus il est inférieur à 2 € par jour. Étant dans un contexte mondial de très grande disparité, où les écarts de productivité du travail sont de 1 à plus de 1000, avec les conséquences sur les coûts de production et les prix de marché, ce 4 à 5 € par jour ne peut être atteint que par une protection des marchés intérieurs .
13. Les avantages d'un modèle libéral et de la globalisation sont bien théoriques



- Parce que bon nombre de pays qui en ont les moyens ne le respectent pas, à commencer par l'Union européenne et les USA.
  - Les faits montrent qu'ils ne profitent pas aux consommateurs, comme en témoigne éloquentement le cas du café et d'autres productions tropicales. Ainsi, de 86 à 2000, le prix des produits payés aux producteurs de café ont baissé de 86% alors que les prix payés par les consommateurs du Nord ont augmentés de 30% en moyenne, et dans le cas du sucre, 90% des producteurs reçoivent un prix inférieur à un juste coût de production (salaire, environnement...)
  - Il favorise une exploitation maximum des ressources naturelles plutôt qu'une sage gestion dans une perspective de protection de la nature et de développement durable
14. Coccasse ment, des agriculteurs européens ont fait remarquer que la PAC (la Politique agricole commune, si souvent sur la sellette) est fondée sur les mêmes prémisses que ce que les pays du Sud revendiquent : revenus pour les ruraux comparables ceux autres citoyens, marchés intérieurs protégés pour parvenir au maintien de l'exploitation familiale, favoriser une gestion durable des ressources de l'environnement. En ce domaine et pour les populations européennes elle a plutôt atteint ses objectifs... Ce sont les plus graves dans les dérapages dans son application actuelle qui doivent être remis en cause et corrigés, et non son principe.
15. Des participants, promoteurs ou partisans de la gestion de l'Offre comme moyen alternatif au marché pour ajuster offre et demande et comme moyen d'exercer la souveraineté alimentaire. Ils ont avancé plusieurs idées en faveur de cette approche :
- **La vision libérale du marché oublie de mentionner un ensemble de coûts de transaction** lié à la compétition et à la confrontation offre-demande : multiplication des transports de ramassage sur une même route, manœuvre de marketing sans rapport avec la valeur d'usage des produits, publicité. Ces coûts sont facilement évitables en situation de gestion de l'offre et des exemples ont été apportés.
  - En contrepartie les pays doivent s'engager à ne pas utiliser la protection qu'ils offrent à leur production pour pénétrer les marchés des autres pays qui souhaitent.
  - Tous les acteurs sociaux peuvent prendre part au débat et cela de façon directe.
  - Des mécanismes sont expérimentés pour obvier à l'inflation de la valeur des quotas de production généralement liés à la gestion de l'offre.

16. **La souveraineté alimentaire doit reposer sur : des marchés nationaux protégés, un accès à des marchés internationaux transparents et loyaux, un accès aux ressources de la science et de la technologie, les moyens adéquats.**
17. Le cas des pays du groupe de Cairn a été évoqué à plusieurs reprises. Ces 17 pays (dont Brésil, Argentine, Australie, Canada, Chili, Afrique du Sud, Colombie, Nouvelle Zélande... ) militent en faveur d'une totale libéralisation du marché international, dans la transparence et sans aucune possibilité de support ou subvention. Les participants ont surtout fait valoir que ces pays jouissaient de situations particulières, pas forcément positives ou généralisables et en fait souvent inacceptables pour le reste du monde : foncier de type latifundiaire, main-d'œuvre à très bas salaire (voire exploitée), accès aux capitaux, accès à la technologie la plus avancée, peu de considération pour la gestion durable des ressources et de l'environnement.
18. Les orateurs ont insisté à plusieurs reprises sur **les besoins de formation aux négociations dans les pays du Sud**, tant des experts publics que des leaders des OPS, en matière de négociations de commerce international.
19. Les négociateurs du Sud doivent disposer des ressources d'information adéquates, sous forme d'accès aux données et à leur mise à jour, au traitement des données...
20. La question a été aussi posée de savoir s'il ne serait pas opportun de reconnaître que le coût des subventions à l'Agriculture est finalement moins élevé que les coûts des solutions exigées par les problèmes que l'absence de ces subventions entraînent.
21. **L'OMC reconnaît aux pays membres un droit à protéger leur espace intérieur qu'ils n'utilisent pas** pour offrir à leurs économies les protections qu'ils jugent nécessaire.
22. En revanche les pays font valoir la **contradiction qu'il y a entre cette reconnaissance d'un droit à se protéger et les conditionnalités posées** par les agences de financement du développement, principalement, le FMI, la Banque mondiale et les Banques régionales.
23. Un certain consensus s'est dégagé vis-à-vis **l'OMC : cette organisation, nécessaire, doit revenir strictement à son rôle initial de régulateur de la concurrence** et quitter le terrain normatif des politiques internes, agricoles en particulier et qui sont du ressort de la souveraineté nationale. Le cas des ventes de découpes de poulets européens sur nombre de marché africains a été abondamment cité et discuté.
24. Plusieurs représentants nationaux sont même allés jusqu'à dire que l'on ne pourrait se passer de l'OMC, et que l'OMC présente des avantages : la

présentation des 4 pays producteurs de coton à Cancun et ses effets en sont une démonstration éclatante.

25. Présentés dans certains milieux comme une alternative ou un contrepoids aux règles de l'OMC, les APE (accords de partenariats économiques proposés par l'Union européenne à certains pays) ont été mentionnés à plusieurs reprises en assemblée générale, mais avec peu d'explications, généralement plutôt réservées. Ils ont été débattus davantage en atelier.
26. **Tout à fait central dans le débat sur la place de l'exploitation familiale la question foncière** fait l'objet d'un renouveau d'intérêt dans les pays et de la part des donateurs, mais elle demeure un grand chantier sur lequel il est difficile de discerner des tendances tant les bases d'analyses, conceptuelles ou culturelles, sont encore mal maîtrisées, et les divergences sont nombreuses. Orateur très écouté Samir Amin s'est fait l'avocat d'une reconnaissance du droit d'accès au sol comme l'un des piliers de la lutte contre l'exclusion, économique ou sociales. Le droit d'accès au sol conditionne avec la survie de l'exploitation familiale et donc aux valeurs et perspectives qu'elle représente.
27. Plusieurs experts sont d'avis que depuis l'abandon des politiques volontaristes mises en place au moment des indépendances, soit depuis 20 ans maintenant, aucun des pays du Sud n'a plus de véritable politique agricole (un groupe de travail de l'OCDE se penche d'ailleurs actuellement sur cette question!)
28. De fait, en même temps qu'au démantèlement des organismes d'État de commercialisation on a assisté au démantèlement des systèmes nationaux de recherche, de crédit agricole et de vulgarisation. Les politiques d'ajustements structurels appliquées de façon rigide, voire dogmatique, n'ont fait qu'accélérer ces démantèlements.
29. Si dans le cas des politiques sociales, éducation et santé, le phénomène a été pris en compte et qu'on tente de corriger le tir, il n'en est pas de même pour le monde rural et l'agriculture.
30. C'est sur les filières de productions vivrières que ces démantèlements ont eu le plus grand impact, avec les conséquences prévisibles pour les populations, surtout les plus pauvres.
31. Les observateurs sont d'avis que l'exiguïté des marchés nationaux demande que les solutions soient assises sur un espace régionale : UEMOA et CEDAO ont bien des produits récemment des politiques agricoles régionales, mais leurs mises en œuvre pose des questions pour l'instant non résolues : adoption de stratégies, satisfaction d'un certain nombre de conditions, telles que les prérogatives nationales, disponibilité des moyens et ressources....

32. Dans l'immédiat, et face à la pauvreté et la misère, la préoccupation des États doit être d'arriver à des sociétés rurales aussi autonomes que possible et viables

## Conclusions

La conférence a produit ses résultats immédiats en ce sens qu'elle a permis des échanges relativement nouveaux entre des partenaires ayant peu l'occasion de travailler sur un même sujet; Politiciens, hauts fonctionnaires, chercheurs nationaux et étrangers, experts nationaux et internationaux du développement, et surtout représentants des organisations professionnelles du monde rural et agricole.

De là à dire qu'un «esprit de Dakar» est apparu, seul le temps le dira. Pour les promoteurs la poursuite des travaux et des échanges se fera :

- Tout d'abord par le biais du site Internet de la conférence comme lien fonctionnel pour les contacts et les informations. Les travaux de la conférence devraient y être publiés et il devrait être organisé ensuite à la fois pour supporter des débats et pour donner accès de l'information et des travaux de toute nature.
- Il est proposé que la conférence soit répétée tous les 2 ans, alternativement au Nord et au Sud.
- L'année libre devrait être consacrée à l'organisation de forum sur une base continental.
- Les organisateurs souhaitent que tous les participants se montrent actifs dans ce cadre.

Les idées force à retenir sont présentées en caractères gras dans les paragraphes précédents. Il se dégage en outre les éléments suivants :

- Il faut certainement accorder une importance suffisante au fait que plusieurs chefs d'État ont participés personnellement à la conférence et que des déclarations très ouvertes ont été faites à cette occasion. Ce n'est pas négligeable, même si cela ne donne pas de résultats concrets immédiats.
- Il n'y a pas eu de propositions concrètes immédiates au sens où l'entendait le Président Wade. Par contre, la conférence élargit et approfondit le consensus sur les justifications et la nécessité d'accorder au monde rural et à l'agriculture une attention renouvelée, un peu au même titre qu'à l'éducation ou à la santé, compte tenu de ce qu'ils représentent pour les sociétés en développement.
- Il y a une mobilisation croissante dans les pays du Sud pour un refus de la pauvreté et la recherche d'une vie digne supportée par une démarche plus personnalisée et active des différents acteurs. Cette mobilisation rassemble des partenaires d'horizons variés jusqu'ici peu enclin à travailler ensemble et reconnaître leurs rôles et responsabilités respectifs.
- Si peu spectaculaire que cela puisse paraître le fait d'établir un diagnostic en commun est pour les partenaires présents un progrès significatif, habitués qu'ils sont à travailler isoler.
- On peut pourtant être déçu du fait que les OPs n'ait pas obtenu une place particulière parmi les orateurs et sur la tribune des assemblées générales de la

conférence principale : la participation s'est concrétisée à travers de questions ou des commentaires et par le dépôt du communiqué de la pré-conférence.

- Le Dakaragricole se distingue des autres initiatives ou forum en place, tel le NEPAD en particulier, en ce qu'il se consacre à un seul secteur et qu'il fonctionne comme un atelier d'idées (Think tank) travaillant sur des analyses et de compréhension commune. Son ambition est de supporter une démarche vers de politiques basées sur la concertation des partenaires, bine avant la recherche des moyens et des ressources.
- Le besoin pour des OPS fortes et le rôle essentiel qui leur revient est apparu encore plus clairement.

## **DECLARATION FINALE DES ORGANISATIONS PAYSANNES AU FORUM DU DAKAR AGRICOLE**

L'an 2005, les 2 et 3 février, des représentants d'Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique, se sont réunies aux fins de préparer leur contribution au Forum International de Dakar sur la Fracture Agricole. Le Pré forum paysan initié par le ROPPA et le CNCR a également été ouverte à la société civile, aux hommes de sciences, aux partenaires au développement, aux élus locaux et aux administrations publiques nationales.

### **Les missions fondamentales de l'agriculture**

- \* Sécurité alimentaire,
- \* Équilibre social : création d'emplois, limitation de l'exode rural, axes à la terre, agriculture paysanne ou familiale, développement des zones rurales, etc.,
- \* Environnement (qualité des sols, érosion, eau)

### **Constats**

Les politiques néo-libérales et la vision dogmatique des modèles de développement des 20 dernières années ignorent ces missions de l'Agriculture, comme elles ignorent les imperfections des marchés mondiaux. Elles ont conduit à des crises et à une aggravation de la fracture.

La priorité à l'exportation a conduit à la chute des prix mondiaux, à la détérioration des termes de l'échange, sans pour autant profiter au consommateur. Elle a également conduit à la ruine et la disparition de nombreuses exploitations familiales au Sud comme au Nord. De nombreux paysans sont sans terre ou, n'ont pas accès aux moyens de production et au financement.

Les politiques d'ajustement structurel initiées il y a 25 ans n'ont pas réduit la famine et la malnutrition dans les pays en développement et n'ont pas engendré une distribution équitable des richesses.

### **Exigences**

#### **1. Redonner la priorité aux missions fondamentales de l'agriculture - Ceci implique, notamment, les droits suivants :**

- i. la souveraineté alimentaire
- ii. La protection efficace à l'importation

iii. l'accès aux moyens de production : eau, terres, semences, financement...

2. **Stabiliser les prix agricoles mondiaux à un prix rémunérateur** pour tous les agriculteurs par des mécanismes de régulation et de gestion de l'offre. La priorité est à donner aux marchés des produits tropicaux.
3. **Mettre un moratoire sur les négociations agricoles multilatérales (OMC) et bilatérales (APE)** tant qu'elles ne respecteront pas les principes ci-dessus.